

ACTUALISATION DU PLAN COMMUNAUTAIRE POUR L'ACTIVITÉ ET L'EMPLOI

ACTUALISATION DU PLAN COMMUNAUTAIRE POUR L'ACTIVITÉ ET L'EMPLOI

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

✚ Développer des échanges avec les acteurs économiques (PCP, les acteurs sociaux...)	5
✚ Accueil, accompagnement et suivi des créateurs d'activités et des dirigeants de TPE	6
✚ Maîtrise du développement du tertiaire et dynamique commerciale et hôtelière	7
✚ Développement et requalification des ZAE	8
✚ Développement du lien entre entreprises et laboratoires de recherche	9
✚ Plan de soutien au développement du champ de l'Economie Sociale et Solidaire	10
✚ Développement et suivi des activités audiovisuelles et numériques - Soutien au développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)	12
✚ Soutien et développement de la filière éco-industrielle	13
✚ Valorisation touristique et du patrimoine favorisant le développement d'activités	14

AXE 2 : UNE ACTION FORTE POUR L'EMPLOI DES HABITANTS

✚ Elaboration d'un plan de lutte contre les discriminations	16
✚ Développer les clauses et marchés d'insertion dans l'achat public, dans les chantiers ANRU et dans les grands chantiers publics et privés	17
✚ Poursuivre la démarche de mobilisation des entreprises via la Charte Entreprise-Territoire	18
✚ Un service communautaire RMI/RSA pour la formation, l'emploi et l'insertion sociale	19
✚ Optimiser les opportunités d'emploi des habitants dans les entreprises locales	20
✚ Observer pour comprendre l'évolution du territoire et être en mesure d'adapter nos réponses « emploi »	22

AXE 3 : MOBILISER LE POTENTIEL DE FORMATION INITIALE, CONTINUE ET UNIVERSITAIRE POUR QUALIFIER LE TERRITOIRE

✚ Mobiliser les acteurs de l'Education Nationale et de l'entreprise pour favoriser une formation de qualité pour les populations locales	23
✚ Valorisation des formations et des compétences scientifiques des établissements d'enseignement supérieur du territoire dans le cadre de différents partenariats	24
✚ Promouvoir le développement de l'alternance et favoriser les formations alternatives innovantes ...	25
✚ Mise en place d'un plan d'actions pour l'apprentissage de la langue française	26

AXE 4 : DEMARCHE DE PROXIMITE AU SERVICE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

✚ Mise en place des Maisons de l'Emploi : son plan d'actions et ses outils	27
--	----

INTRODUCTION

- **Historique**

En janvier 2005, la Communauté d'Agglomération Plaine Commune engage une démarche participative pour tenter de lier le développement économique, le développement local, la formation et l'emploi. L'objectif étant de donner plus de cohérence et de lisibilité aux actions sur le long terme. Pour se faire, elle a su mobiliser les Elus communautaires, municipaux, le Conseil de Développement, les partenaires socio-économiques et les habitants pour concevoir le **Plan Communautaire pour l'Activité et l'Emploi (PCAE) 2006-2012**.

En effet, en décembre 2005, le PCAE est discuté au Conseil de Développement.

En février 2006, plus d'une centaine d'acteurs de terrain échangent autour des actions proposées.

Enfin, en mars 2006, les Elus du conseil communautaire adoptent le Plan Communautaire pour l'Activité Economique et l'Emploi.

- **Démarche d'actualisation et méthode de travail**

Cette démarche d'actualisation au bout de 3 ans et demi de mise en œuvre des actions a pour objectif de présenter les différentes opérations réalisées et non réalisées ainsi que les perspectives pour les années 2010-2014.

Ce travail est présenté sous forme de fiches permettant rapidement de cibler les grands objectifs et les actions s'y référant.

- **Les partenaires et leurs contributions**

L'élaboration du PCAE est l'occasion de montrer notre capacité à pouvoir mobiliser, catalyser les énergies quelle soit publique ou privée pour développer et co-financer l'ensemble des actions entreprises. C'est ainsi qu'avec :

L'Etat :

La Maison de l'Emploi du territoire de Plaine Commune s'est mise en œuvre en apportant un plus réel au niveau des collaborations entre tous ses membres Pôle Emploi, AFPA.... Les engagements de la 1^{ère} convention sont tenus, mais elle s'achève en Février 2011. Tous les acteurs de l'emploi PLIE, Missions Locales y sont rassemblés pour la mise en œuvre du Plan d'Actions.

La Région Ile-de-France :

« Le Pacte pour l'Emploi, le développement économique et la formation » avec la Région Ile-de-France et le Département de la S-St-Denis cosignataire – est opérationnel depuis début 2009 et jusqu'à fin 2011.

Il intègre un développement très fort de la présence de la Région Ile-de-France dans nos actions.

Le Département de la Seine-Saint-Denis :

Co-signataire du Pacte mais aussi porteur financier des projets de ville RMI devenus RSA depuis le début 2009.

Les Chambres Consulaires :

Depuis 2004, nous avons une convention avec la Chambre de Commerce et Industrie Paris Seine- Saint-Denis ouvrant de nombreuses collaborations au quotidien entre nos services.

La Chambre des Métiers est partenaire de la Maison de l'Emploi.

Les entreprises :

Citons d'abord l'Association « Plaine Commune Promotion » et ses 250 entreprises adhérentes dont l'action se diversifie chaque année. L'ouverture forte depuis 2005 aux questions du lien entre développement économique et développement local – illustrée par la Charte Entreprise Territoire qui n'est pas unique en France mais qui se distingue par son ampleur et son inscription dans la durée : 93 Signataires début 2010 représentant près de 30%

de l'emploi privé, des actions diversifiées mais un impact de 2100 emplois générés par ses actions depuis mars 2005.

Mais c'est toute l'action de la Communauté qui bénéficie de la richesse des partenariats : Réseau Eco-activité, association Art&Fact 93, Réseau REALISE, Réseau Création d'Entreprise avec la MIEL et la PFIL, Lycées, Collèges, Universités rassemblés dans Savante Banlieue, Forum Post Bacs, Rallye Inter Entreprises, Nos Lycées-Une mosaïque de talents.

Et, bien sûr, le **Conseil de Développement** très structuré à Plaine Commune et qui joue un rôle moteur au sein des communautés d'agglomération en France et apporte des avis circonstanciés sur l'action communautaire.

- **150 partenaires rassemblés pour échanger le 29 janvier**

L'actualisation et la rencontre du 29 janvier sont aussi l'occasion de marquer l'intérêt de la Communauté d'Agglomération Plaine Commune à l'ensemble de ses partenaires, co-financeurs qui sans eux ne pourrait réaliser en partie les actions développées dans le cadre du PCAE.

C'est aussi l'occasion de rendre plus visible et lisible les actions mises en œuvre et leurs résultats auprès des habitants et de nos partenariats.

La journée du 29 janvier a permis d'échanger autour de fiches-actions permettant à tous les acteurs, partenaires, co-financeurs d'échanger autour d'actions priorisées. L'ambition de cette rencontre a été avant tout de partager le bilan sans omettre les difficultés et de valider les priorités actualisées jusqu'à fin 2014.

Plus globalement, les priorités largement exprimés par les Elus, et les partenaires sont une meilleure **lisibilité et visibilité des actions mises en œuvre et leurs résultats** auprès des habitants et des acteurs concernés.

Le lien entre le développement économique et le développement local doit être conforté pour un **renforcement de la cohésion sociale**.

La diversification du tissu économique doit se poursuivre en insistant davantage sur la construction des **liants entre petites et grandes entreprises**.

Poursuivre notre politique d'équilibre entre la construction de logements, de bureaux et de locaux d'activité via la **convention d'équilibre** signée entre l'Etat et Plaine Commune.

C'est aussi la possibilité de se saisir de toutes les **opportunités d'envergure régionale voir nationale** pour donner du sens aux actions intercommunales.

Il s'agit par exemple du **Cluster de la création** à mettre en lien avec le Pôle audiovisuel et le Pôle de compétitivité Cap Digital.

Il s'agit également de la **problématique environnementale** ou plus largement du développement durable qui est un enjeu qui impactera toutes nos actions économiques et sociales. C'est ainsi que Plaine Commune s'est engagée avec les 8 villes dans l'élaboration de **l'Agenda 21**.

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n°1 : Développer les échanges réguliers avec les acteurs économiques (PCP, acteurs sociaux)

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none">• Plus de 3000 rendez-vous individualisés avec les entreprises du territoire• Réunions d'échanges et d'informations sur des questions diverses (les aides aux entreprises, les évolutions de la fiscalité des entreprises, les dispositions spécifiques aux ZFU, les projets d'aménagement, l'impact des travaux dans l'environnement des entreprises, l'accueil d'entreprises nouvelles et de leurs salariés• Un effort significatif sur les dispositifs d'accueil des salariés sur le territoire : Pause dèj, crèche, covoiturage, conciergerie, suivi des difficultés rencontrées dans les dessertes de transport en commun (SNCF, RATP)...• Groupe de veille sur la situation des entreprises avec la Banque de France, les Services Fiscaux, les Chambres Consulaires (démarrage en juin 2009, poursuite au dernier trimestre)• Collaboration MIEL-PCP dans le cadre des rencontres annuelles• Liens écoles-entreprises (Rallye Inter-entreprise, Mosaïque de talents, Forum des formations post-bac)• Charte Entreprise-Territoire (93 entreprises représentant 35% des effectifs salariés) (Cf Axe 2, action n° 3)• Plaine Commune Promotion avec l'appui de Plaine Commune a renforcé son implication dans le développement local : Rencontres annuelles (300 visiteurs/an), petit-déjeuners (4/an), déjeuners (2/an), prix nos Lycées une mosaïque de talents, trophée des Flèches d'Or et Challenge de la création (1 fois/an)
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none">• Lancement d'une lettre électronique d'informations pratiques en direction des acteurs économiques (sur Saint-Denis en 2008 et sur 6 villes depuis 2009)• Organisation d'une rencontre du Président de Plaine Commune avec les principales entreprises nouvellement implantées (2007)• Définition d'un plan d'actions pour renforcer les retombées du développement économique auprès des TPE• Création d'un collège de partenaires sociaux dans le GIP Maison de l'Emploi
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nombre cumulé d'acteurs économiques fédérés dans l'année dans des initiatives dont Plaine Commune est à l'initiative ou Plaine Commune Promotion : 600/an
Les actions non réalisées	<ul style="list-style-type: none">• Les liens avec les partenaires sociaux n'ont pas connus les développements attendus :<ul style="list-style-type: none">○ La rencontre avec les CE prévue en 2006 n'a pas pu aboutir, ne rencontrant pas l'intérêt des représentants. Cela a engendré la stratégie de communication sur l'offre de services et de prestations locales en matière de loisir et de culture et qui s'est concrétisée par le lancement des «Forums Pause Dèj»○ La rencontre avec les organisations syndicales n'a pas encore été organisée.
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none">• Poursuivre les actions engagées :<ul style="list-style-type: none">○ rencontres avec les organisations syndicales au moins deux fois par an○ ancrage des forums Pause Dèj sur les différentes villes de Plaine Commune• Développer la communication envers les entreprises<ul style="list-style-type: none">○ amélioration de la lettre électronique d'information aux entreprises par ville○ réalisation de guides pratiques spécialisés pour les entreprises par ville• Renforcer les actions auprès des TPE : mise en place conjointe d'un club des dirigeants MIEL/Plaine Commune Promotion, amélioration des modalités d'accès à la plate-forme ATOLL de marchés publics pour les TPE, et initiatives sur l'emploi dans les TPE• Poursuivre notre implication dans le cadre du Plan Climat Energie et l'Agenda 21.

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n°2 : Accueil, accompagnement et suivi des créateurs d'activités et des dirigeants de TPE¹

<p>Les actions réalisées</p>	<p><u>En terme de création d'entreprise</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La structuration du SAP (Service d'Amorçage des Projets) en lien avec les Maisons de l'Emploi organise dans la proximité, la détection des intentions de créations, un premier accueil des porteurs d'idées, et leur orientation dans une perspective d'insertion économique. L'action de la MIEL pour l'accompagnement des porteurs de projets jusqu'à la création d'entreprise a été élargie à l'ensemble des villes de la Communauté d'Agglomération. La gestion des pépinières de Plaine Commune a été réorganisée avec le lancement d'une nouvelle Délégation de Service Public <p><u>En terme d'accompagnement des TPE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La Cité Artisanale de Villeteuse a ouvert fin 2006. Elle accueille 19 entreprises (activités diverses) dans les 21 ateliers que compte le programme soit un taux d'occupation de 100%. Un accompagnement spécifique des entreprises en ZFU a été développé avec la mise en place d'un comité de pilotage et élaboration d'un rapport annuel
<p>Les actions réalisées mais non prévues</p>	<p><u>En terme de création d'entreprise</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La MIEL a ouvert en 2009 un site Internet pour informer les porteurs de projets Plaine Initiative développe son activité de prêt d'honneur <p><u>En terme d'accompagnement des TPE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les Rencontres Professionnelles organisée par la MIEL en partenariat avec Plaine Commune Promotion sont venues prendre le relais du Salon des TPE (2 initiatives par an) En complément de la création d'ATOL 93 (Achat territorial on line), Plaine Commune a mis en place une procédure de suivi de ses marchés et est attentive à l'accès des TPE Etude sur l'articulation des dispositifs de créations des entreprises en réponse aux dysfonctionnements actuels.
<p>Les indicateurs d'évaluation</p> <p>(Chiffes 2008)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de 1^{er} accueil réalisés : MIEL : 880 ; SAP : 400 Nombre de porteurs de projets accompagnés : MIEL : 400, SAP 290, Plaine Initiative : 200 Nombre de TPE accompagnées par la MIEL : 147 Nombre de réunion d'informations collectives et d'ateliers de formation : 12 Nombre de création d'entreprises accompagnées : MIEL 70, SAP, 43, Plaine Initiative : 13 Nombre de prêts d'honneurs accordés par la PFIL : 24 Nombre d'entreprises hébergées dans les pépinières de Plaine Commune : 34 Après une période de baisse d'activité en 2007 /2008 les taux de remplissage des pépinières a atteint 100% à la fin 2009
<p>Les perspectives 2010-2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre les conclusions de l'étude sur l'articulation des dispositifs de création des entreprises, clarifier les dispositifs et corriger les dysfonctionnements Mieux assurer les suivis post création des entreprises et inciter au développement du parrainage Poursuivre l'incitation à la création de locaux d'activité dédiés aux TPE Reconfigurer l'Espace Bel-Air et sa gestion pour renforcer sa vocation d'espace d'entreprise et d'initiative pour la création d'activité dans le cadre de l'ANRU Développer des outils d'échanges interactifs pour stimuler les relations avec les TPE du territoire Poursuivre le travail sur le suivi et l'ouverture des marchés publics à l'échelle de Plaine Commune et des villes Développer des initiatives pour l'emploi dans les TPE Favoriser les groupements d'employeurs pour aider au développement des TPE et PME

¹ Le titre initial dans le PCAE : L'accompagnement du développement des TPE en s'appuyant sur l'activité de la MIEL, qui développe depuis 2005, son action sur tout le territoire de Plaine Commune

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n° 3 : Maîtrise du développement du tertiaire et dynamique commerciale et hôtelière²

<p>Les actions réalisées</p>	<p><u>Dans le cadre de la maîtrise du développement du tertiaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de la convention habitat/activités : seule convention d'équilibre intercommunale en Ile-de-France • Régulation de l'offre de bureaux et développement d'opérations d'activités • La mise en place de montage complexe où la charge foncière logements compense la faiblesse de la charge foncière activités • Réserver des fonciers dans les PLU où les conditions réglementaires permettent la réalisation de locaux d'activités • Aide au portage foncier en partenariat avec l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) : conventions signées sur Aubervilliers, L'Ile-Saint-Denis et Saint-Denis. L'objectif est de maîtriser le foncier dans les secteurs d'aménagement prioritaires de Plaine Commune. <p><u>Dans le cadre de la diversification de la programmation immobilière :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Incitation à la programmation de locaux d'activités • Réalisation de locaux TPE (locaux artisanaux de Villetaneuse) <p><u>Dans la cadre du développement commercial et hôtelier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Engagement des travaux de réalisation du centre commercial du « Millénaire » • Engagement de l'actualisation du Schéma Directeur Hôtelier • Incitation à la diversification des enseignes commerciales et hôtelières présentes sur le territoire
<p>Les indicateurs d'évaluation</p>	<p><u>Dans le cadre de la maîtrise du développement du tertiaire :</u></p> <p>Entre 2005 et 2008, soit 4 ans, les permis de construire accordés se montent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 462 589 m² en logements • 293 759 m² en bureaux • 294 121 m² en locaux d'activités au lieu de 0 m² sur la période 2000-2004 <p><u>Dans la cadre du développement commercial et hôtelier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Actualisation du Schéma de Cohérence Commercial • Ouverture de 2 nouveaux hôtels de 4 et 2 étoiles « Marriott » et « B&B » d'où une capacité hôtelière passant de 2166 chambres en 2006 à 2454 chambres en 2009. • 76 000 m² de locaux commerciaux (centre commercial du « Millénaire »)
<p>Les perspectives 2010-2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des programmations en activités liées au cluster de la création de Christian Blanc et le cluster aéronautique autour du pôle du Bourget • Développer les locaux PME-PMI et TPE (Cité Artisanale d'Aubervilliers, locaux TPE de Saint-Léger à Stains et Aisei à la Courneuve) • Poursuivre la maîtrise des grands équilibres commerciaux sur le territoire dans le contexte de la mise en œuvre des CDAC (Commission Départementale d'Aménagement Commercial) • Renforcer l'offre hôtelière de standard 4 étoiles sur le territoire • Proposer un produit intégré (hôtel et centre de conventions) sur le territoire
<p>Les indicateurs d'objectifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Reconstitution des indicateurs d'évaluation en intégrant le taux d'occupation des hôtels • Convention d'équilibre de Plaine Commune : surfaces des agréments obtenus

² Le titre initial dans le PCAE : Maîtrise du développement du tertiaire et développement de PPP en vue de la réalisation de locaux d'activité notamment dans les ZFU

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n°4 : Développement et requalification des ZAE³

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'une étude de diagnostic et de propositions pour la valorisation, l'animation et la gestion des ZAE• Définition d'une stratégie de valorisation des ZAE• Finalisation de l'action de requalification de la ZAE de Villeteuse• Lancement du marché de signalétique des ZAE• Lancement par le SIPPAREC⁴ du marché de câblage « haut débit » des ZAE
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none">• Poursuite de la mise en place de la signalétique et amélioration du jalonnement des ZAE• Engagement du projet de requalification de la ZAE Mermoz à La Courneuve, en lien avec le projet de Technopole des éco-industries
Indicateurs d'objectifs	<ul style="list-style-type: none">• Nombre de ZAE équipées d'une signalétique « entreprises »• Nombre de ZAE correctement jalonnées

³ Le titre initial dans le PCAE : Favoriser le développement endogène en développant les zones d'activités dédiées aux éco-industries, en particulier sous l'angle de l'environnement et de la construction.

⁴ Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n°5 : Développement du lien entre entreprises et laboratoires de recherche⁵

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none">• Lancement d'une étude de faisabilité technique, économique et financière en vue de la création d'une pépinière technologique à Villetaneuse (inscrite au PPI)• Organisation des « Déjeuner de la Technologie » afin de rapprocher les laboratoires de recherche des universités Paris 8 et Paris 13, Supmeca et les entreprises locales œuvrant sur les thématiques des matériaux et de l'image (12 éditions depuis l'origine).• Suivi du projet de la Maison de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat prévu sur le Campus de Villetaneuse : un équipement de 2000 m² permettant de favoriser les synergies entre chercheurs et les entreprises.
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none">• Base de compétences scientifique et technologique (BCST) (Cf Axe 3, action n° 3)• Plaine Commune a travaillé avec la plate-forme Art Sciences et Technologie pour inciter les universités Paris 8 et Paris 13 à rentrer dans le Pole de Compétitivité Cap Digital.
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Suite au travail réalisé avec la plate-forme Art Sciences et Technologie, 5 laboratoires de recherche de Paris 8 et Paris 13 sont représentés dans les structures de gouvernance de Cap Digital et plusieurs équipes sont partenaires des projets labellisés Cap Digital tel que HD3D.• Déjeuner de la technologie : 250 entreprises réunies dont une vingtaine a réalisé des coopérations avec les chercheurs. (Cf Axe 3, action n° 3)• BCST : 4 compétences repérées en 2006, 117 en 2008 (Cf Axe 3, action n° 3)
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'un équipement « pépinière technologique »• Dans le domaine de l'innovation et transferts de technologie : poursuite et développement des actions engagées dans le cadre d'un dossier européen (base de données et déjeuners de la technologie)• Dynamiser des relations entre entreprises et laboratoires de recherche pour favoriser le développement économique local et donc l'emploi en menant des actions de coopérations engagées sur 2 ans avec le Centre Francilien de l'Innovation et la CCIP. Objectif : réaliser une convention scientifique d'affaires entre laboratoires de recherche et entreprises. Ces actions sont financées dans le cadre du FEDER In Europe et avec l'aide de la DRIRE.• Accompagnement de la démarche « Cluster de la création » initiée par la mission C.Blanc sur le Grand Paris.
Indicateurs d'objectifs	<ul style="list-style-type: none">• 200 compétences scientifiques du territoire susceptibles de travailler avec les entreprises• Augmenter le nombre de contrats réalisés entre les laboratoires de recherche et les entreprises locales (en prévision 12) dans le cadre d'une animation conjointe entre la CCIP, le Centre Francilien et Plaine Commune (financé par l'Europe et la Drire)

⁵ Le titre initial dans le PCAE : Développement du lien entre entreprises et laboratoires de recherche via la création d'une pépinière technologique

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n°6 : Plan de soutien au développement du champ de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)⁶

Les actions réalisées	<p><u>Dans le cadre de la réalisation d'un plan pluriannuel de l'ESS avec la Région IDF</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Signature d'une convention triennale 2006/2008 et renouvellement de cette convention triennale pour 2009/2011. (Pour 2 euros dépensés sur le territoire, la région rembourse 1 euro d'où une démultiplication des actions et des acteurs)• Réalisation d'actions de promotion de l'ESS (Assises de l'ESS/Equitexpo/Foire des savoir faire, Appel à projets, Forums)• Animations collectives (service à la personne, finance solidaire)• Aides directes aux structures (Démarrage et consolidation, tête de réseau)• Soutien aux campagnes de la finance solidaire• Adhésion aux réseaux [Réseaux des Territoires pour l'Economie Solidaire (RTES) et L'Atelier⁷] permettant l'accès aux études, aux journées de formations <p><u>Dans le cadre du développement de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE)</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Organisation de formations d'initiation aux marchés publics pour les SIAE du territoire• Participation aux premières Rencontres territoriales de l'IAE en Seine-Saint-Denis• Soutien aux actions IAE via les Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) et le PLIE Communautaire : Mobilisation d'une enveloppe Plaine Commune dans le cadre des CUCS de 110 000 euros/an, - 21 projets concernant en partie l'IAE cofinancés en 2008, 20 projets en 2009 pour soutenir notamment le rapprochement entre entreprises du territoire et habitants, le développement de modes d'accueil de la petite-enfance, pour l'accueil, l'orientation et l'accompagnement social d'habitants, pour l'alphabétisation à visée professionnelle, pour les femmes et l'emploi, etc - .• Soutien à REALISE, tête de réseau de l'IAE sur le territoire• Appui technique et financier aux projets de structures de l'ESS et de l'IAE <p><u>Dans le cadre du développement des structures coopératives⁸</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Soutien à la coopérative d'activité COOPANAME et sa réimplantation
Les actions réalisées mais non prévues	<p><u>Dans le cadre de la réalisation d'un plan pluriannuel de l'ESS avec la Région IDF</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Conception d'une rubrique ESS sur le site Internet de Plaine Commune <p><u>Dans le cadre du développement de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE)</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Renforcement du lien entre professionnels des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) et des Projets de Ville RMI• Lancement d'une étude sur la faisabilité de 3 régies de quartier
Les indicateurs d'évaluation	<p><u>Dans le cadre de la réalisation d'un plan pluriannuel de l'ESS avec la Région IDF</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Mobilisation des acteurs/nombre de participants/ nombre d'événements réalisés/nombre de projets soutenus.• Soutien financier (en moyenne 6000 €) par Plaine Commune de 8 structures solidaires par an dans le cadre des aides directes• Depuis 2007, 14 projets reçus dans le cadre de l'appel à projets annuel dont 1 projet soutenu par an à hauteur de 15000 €. <p><u>Dans le cadre du développement de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE)</u></p>

⁶ Le titre initial dans le PCAE : Favoriser le développement endogène en s'inscrivant dans un plan pluriannuel de développement de l'ESS dans un accord de partenariat avec la Région IDF

⁷ L'Atelier est un centre de ressources régional de l'ESS

⁸ Le titre initial dans le PCAE : Favoriser le développement endogène en portant l'attention au développement de structures coopératives

	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis 2006, le nombre de salariés en insertion est passé de 617 en 2007 à 685 en 2008, soit 279 ETP en 2007 à 317 en 2008. • Le montant des marchés publics confiés par Plaine Commune et les villes de l'agglomération a augmenté de près de 25% entre 2007 et 2008. <p><u>Dans le cadre du développement des structures coopératives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 58 nouveaux porteurs de projets et 25 nouveaux entrepreneurs accueillis en 2008 par COOPANAME
Les actions non réalisées	<p><u>Dans le cadre de la réalisation d'un plan pluriannuel de l'ESS avec la Région IDF</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Guide /annuaire des acteurs de l'ESS
Remarque : les difficultés et marges de manœuvre	<p><u>Dans le cadre du développement de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mouvence du paysage institutionnel sur l'IAE, difficultés pour mobiliser des fonds FSE.... • Difficultés de financement des "chantiers école" sur le territoire • Malgré les efforts menés en faveur de l'IAE, elle a tendance à régresser depuis 2004
Les perspectives 2010-2014	<p><u>Dans le cadre de la réalisation d'un plan pluriannuel de l'ESS avec la Région IDF</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir des actions de communication auprès du grand public (foire des savoir-faire, finance solidaire..). • Multiplier les initiatives et les rencontres dans les villes de Plaine Commune, organiser 1 grand événement annuel. • Réaliser un diagnostic du tissu local et animer les réseaux locaux. • Contribuer au développement de l'épargne solidaire (2 projets par an) et organiser des actions de sensibilisation. • Maintenir le soutien au démarrage d'activités, Appel à projets annuel de l'ESS, mobilisation des têtes de réseaux <p><u>Dans le cadre du développement de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien à l'émergence et à la viabilité des régies de quartier • Accroître la sensibilisation des donneurs d'ordre publics à la question de l'IAE en développant la mobilisation des acheteurs et la formation des acteurs • Réflexion sur une approche immobilière du soutien apporté par Plaine Commune aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) • Plan de renforcement territorial de l'IAE en cours d'élaboration avec le réseau REALISE • Poursuivre la collaboration avec la structure départementale pour développer les services à la personne
Indicateurs d'objectifs	<p><u>Dans le cadre de la réalisation d'un plan pluriannuel de l'ESS avec la Région IDF</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'actions de sensibilisation menées à destination du grand public, nombre d'animations/débats. • Nombre d'actions relayées, nombre de participants aux actions, nombre d'actions collectives, • Bilan des structures soutenues

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n°7 : Développement et suivi des activités audiovisuelles et numériques - Soutien au développement des TIC⁹

Les actions réalisées	<p>Essentiellement portées par le Pôle Audiovisuel du Nord Parisien :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Structuration d'un réseau d'acteurs publics et privés sur la filière audiovisuelle, cinéma et multimédia ; • Création, mise en œuvre et développement d'outils de communication ; • Collaboration aux actions réalisées par Plaine Commune (Déjeuner de la technologie par exemple) ; • Rôle d'expertise vis-à-vis de la communauté d'agglomération (Immobilier dédié par exemple) ; • Mise en place d'une commission locale du film (lieu ressource pour favoriser le tournage de films sur le territoire)
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none"> • Membre fondateur du pôle de compétitivité IMVN (Image, Multimédia et Vie Numérique) devenu CAP DIGITAL et prise de responsabilité au sein de la gouvernance • Coordination des acteurs de l'innovation et plus particulièrement accompagnement des entreprises et des acteurs académiques du territoire sur les projets de recherche labellisés ; • Coordinateur d'une étude régionale (CEP : Contrat d'étude prospective) sur la mutation des métiers ; <p>A l'échelle de Plaine Commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation à une étude de faisabilité sur la création d'une pépinière numérique par le Département de la Seine-Saint-Denis • Mobilisation du SIPPAREC¹⁰ et des acteurs de l'aménagement du territoire pour travailler sur les problématiques de réseaux • Equipement haut-débit des ZAE • Soutien à des projets de développement d'activité liés au TIC (La Catode, Synestésie, Rive Nord)
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Implication dans le développement des activités de Cap Digital, et du Cluster de la Création • Créer les conditions d'une ouverture sur le territoire de la Cité du Cinéma et de l'implantation de l'Ecole Louis Lumière • Mener une étude sur les acteurs et les métiers de l'économie numérique sur le territoire, qui permette de repérer au-delà de quelques grosses enseignes, la réalité du numérique/télécommunication hors audiovisuel et le type de métiers couvert par cette économie. • Proposer suite à cette étude une rencontre des « métiers du numérique » qui pourrait être co-organisée avec des acteurs présents sur le territoire (entreprises).
Indicateurs d'objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Actions réalisées en propre par le Pôle Audiovisuel • Participations aux actions réalisées par nos partenaires (CCIP, Cap Digital, Région, Drire, etc) • Fréquentation (Nombre de participants)

⁹ Le titre initial dans le PCAE : Développement d'activités audiovisuelles via le pôle de compétitivité et la cité du cinéma

¹⁰ Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n°8 : Soutien et développement de la filière éco-industrielle

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation et implication des acteurs économiques de la filière : Plan Climat Énergie, requalification de la ZAE Mermoz, implication dans les réseaux d'acteurs régionaux et nationaux
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none"> • Création, consolidation et pérennisation d'un réseau d'acteurs économiques : implication de nouveaux partenaires financiers à la démarche, validation d'un plan d'actions par les partenaires • Amélioration des relations entre les entreprises de la filière et les centres de recherches et de ressources • Soutien aux porteurs de projets : projet de créations et/ou relocalisation d'entreprises sur le territoire, démarche client/fournisseur pour des nouveaux produits et prestations
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 20 entreprises engagées dans le réseau ainsi que des partenaires techniques et financiers • Plus de 40 rendez-vous chez les acteurs économiques de la filière sur une année • Une dizaine de mises en relations effectuées dans le cadre du Réseau
Les actions non réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Action spécifique à destination des ZAE éco-industrielles (ZAE Mermoz)
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan d'actions 2009/2010 définit au début 2009 indique : <ul style="list-style-type: none"> - des rendez-vous sur site et la recherche de l'exhaustivité dans les rencontres avec les différents acteurs économiques de la filière - des mises en relation entre les porteurs de projets et les centres de ressources disponibles localement et régionalement - un diagnostic-action lié à l'emploi et aux formations dans la filière et mise en œuvre des préconisations (septembre 2009, juin 2010) (Cf Axe 2 – action n°6) - la participation active au projet de requalification de la ZAE Mermoz sur le volet animation durable de la ZAE (2009 à 2011) • Participations aux salons liés à la filière et notamment à l'emploi dans la filière • Livraison d'outils de valorisation et de communication • Implication dans la mise en œuvre du Plan Climat Energie et de l'Agenda 21
Indicateurs d'objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution du nombre d'acteurs économiques participant au Réseau d'Entreprises Éco-industrielles • 70 visites sur site prévues dans l'année • Nombre de mises en relations effectuées dans le cadre du Réseau

AXE 1 : ANCRER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Action n°9 : Valorisation touristique et du patrimoine favorisant le développement d'activités

Les actions réalisées	<p><u>Dans le cadre de la valorisation touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Actualisation du schéma touristique communautaire • Présence dans les grands rendez-vous sportifs internationaux, notamment la coupe du monde de rugby • Elaboration et mise en œuvre du plan signalétique qui se matérialise par la mise en place de bornes d'informations touristiques dans l'ensemble des villes, par la rénovation de signalétiques des parcours existants et par la mise en place d'un parcours le long d'une ligne de bus (253) • Création d'un espace de valorisation de la Cité Jardin à Stains • Développement de la capacité hôtelière • Développement de la valorisation des activités autour de l'eau (croisière, port de plaisance) • Développement des événements culturels (Festival de Saint-Denis, Métis, Musique du monde) • Etude sur la valorisation des cultures et traditions maraîchères et légumières • Rénovation de l'office du tourisme <p><u>Dans le cadre de la valorisation du patrimoine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Création d'une association Artefact 93 : réseau des professionnels des arts appliqués • Création d'une activité économique d'édition d'objets artistiques et artisanaux issus des patrimoines • Création d'événements sur le territoire auprès des entreprises et des habitants : Foire des savoir-faire, diverses initiatives dans les entreprises et dans les villes.
Les actions réalisées mais non prévues	<p><u>Dans le cadre de la valorisation du patrimoine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Inscription de la valorisation du patrimoine dans le programme FEDER
Les indicateurs d'évaluation	<p><u>Dans le cadre de la valorisation touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacité hôtelière est passée de 2166 chambres en 2006 à 2454 chambres en 2009 • Ouverture de 2 nouveaux hôtels : Marriott et B& B depuis 2006 d'où l'augmentation de la taxe de séjour qui est passée de 204 987 euros en 2006 à une recette escomptée de 315 000 en 2009 (prévision 2010 s'élève à 369 000 euros) • 138 415 visiteurs accueillis par l'Office du Tourisme en 2006 et 142 746 en 2008 <p><u>Dans le cadre de la valorisation du patrimoine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement du chiffre d'affaire des professionnels de l'ordre de 10 % en moyenne • Une trentaine d'acteurs mobilisés dont une vingtaine d'artisans dédiés à Artefact93 • 12 créations d'emplois et 5 créations d'activités (Franciade, Thinline, Diana, Sylvie Pilon, Marie-Jo) depuis 2006
Les actions non réalisées	<p><u>Dans le cadre de la valorisation du patrimoine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Création d'une SCOP¹¹ ou d'une SCIC¹² pour l'édition d'objets dérivés du patrimoine <p><u>Dans le cadre de la valorisation touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une signalétique sur le thème de l'habitat dans le cadre du plan de signalétique touristique.
Les perspectives	<p><u>Dans le cadre de la valorisation du patrimoine</u></p>

¹¹ Société Coopérative de Production

¹² Société coopérative d'intérêt collectif

<p>2010-2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> • S'impliquer dans la préparation de l'Euro 2016 • Mise en œuvre d'un espace de valorisation du patrimoine, partagé avec l'office du tourisme • Création de la SCOP ou SCIC pour diffusion des produits des savoir-faire • Développement des actions d'insertion et de formation auprès des demandeurs d'emplois et des chefs d'entreprises et d'artisans • Développement de la valorisation du patrimoine dans le cadre du Cluster de la création (projet du Grand Paris) • Mise en place dès 2010 d'une vitrine Artefact93 au sein de l'office du tourisme • Détection des savoir-faire existant sur l'ensemble du territoire de Plaine Commune <p><u>Dans le cadre de la valorisation touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Travailler à l'impact des grands événements sur l'activité touristique
<p>Indicateurs d'objectifs</p>	<p><u>Dans le cadre de la valorisation du patrimoine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'habitants mobilisés dans le cadre du repérage des savoir-faire • Nombre d'artisans mobilisés au sein d'Artefact93 • Evolution du nombre d'emplois cumulés dans les artisans d'art du territoire

AXE 2 : UNE ACTION FORTE POUR L'EMPLOI DES HABITANTS

Action n°1 : Elaboration d'un plan de Lutte Contre les Discriminations (LCD)¹³

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration dans le plan d'actions de la Maison de l'Emploi du territoire de Plaine Commune des actions en faveur de la Lutte Contre les Discriminations (LCD) • Informations et sensibilisation auprès des professionnels de l'emploi et de l'insertion • Soutien financier de structures porteuses d'actions de lutte contre les discriminations : actions pour l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi des jeunes diplômés, insertion professionnelle des femmes, développement du parrainage vers l'emploi, etc. • Organisation annuelle d'un Jobdating en faveur des travailleurs handicapés • Participation à la Première édition de la Semaine de l'Egalité : exposition sur la mixité professionnelle, projection sur "les métiers se conjuguent au féminin", valorisation des actions MDE et sensibilisation des élus, des acteurs institutionnels et économiques • Organisation d'un forum de la sous-traitance au secteur adapté avec au 25/11/09, 50 donneurs d'ordres privés et publics du territoire et entre 10 et 15 Etablissements et services d'aide par le travail (ESAT) et Entreprises Adaptées inscrits.
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none"> • Formation-action de 3 jours Lutte Contre les Discriminations à destination des institutionnels du territoire dans le cadre d'un projet de formation-action porté par le Conseil Régional d'Île-de-France.
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • 9 recrutements parmi 48 candidats pour 31 entreprises dans le cadre du Jobdating • 70 participants sensibilisés à la Semaine de l'Egalité • Nombre de participants à la formation LCD : 8
Les actions non réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Implantation dans les 8 espaces MDE d'un accueil individualisé
Remarque : les difficultés et marges de manœuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Suite à un appel à projet du Conseil Régional IDF, l'AISPJA pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Plaine Commune a obtenu une subvention de 35000€. Les actions qui découlent de cet appel à projet (Création d'un réseau de référents LCD) vont débiter au cours du 1^{er} trimestre 2010.
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir une manifestation annuelle à l'échelle communautaire de type jobdating ou forum de la sous-traitance en faveur de l'intégration des personnes reconnues Travailleurs handicapés • Création et mise en place d'un réseau de référents techniciens LCD, 1 par espace MDE • Plan de formation annualisé des techniciens de la MDE • Mise en place de permanences permettant l'accompagnement des victimes potentielles • Programmation annuelle d'événements locaux LCD • Proposition d'une formation/action pour mettre en place dans une collectivité territoriale volontaire de la CA, des procédures de recrutement « LCD »

¹³ Le titre initial dans le PCAE : Finaliser et mettre en œuvre un plan de lutte contre les discriminations sur le marché du travail, et sans attendre engager des actions transversales dans ce domaine

AXE 2 : UNE ACTION FORTE POUR L'EMPLOI DES HABITANTS

Action n°2 : Développer les clauses et marchés d'insertion dans l'achat public, dans les chantiers ANRU et dans les grands chantiers publics et privés en partenariat avec les 4 missions locales du territoire, le PLIE et le pôle emploi

<p>Les actions réalisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution d'une cellule clause d'insertion composée d'un chargé de mission dédié et d'un réseau de chargés de suivi sur l'ensemble du territoire. Ils sont associés dans la mise en œuvre des clauses sur chacune des villes. • Développement d'outils à destination des Maitres d'ouvrages afin de les accompagner dans l'intégration des clauses sociales dans leurs marchés. • Création d'une offre de services pour les entreprises via la création d'une cellule "clause d'insertion" à l'échelle communautaire en lien avec les structures locales et les réseaux d'insertion par l'Activité Economique. • Mise en œuvre des clauses d'insertion ANRU systématiquement dans l'ensemble des chantiers • Développement des clauses d'insertion dans les chantiers privés, les grands projets du territoire et la commande publique. • Mise en œuvre d'un plan d'actions afin de sensibiliser les publics aux métiers à pourvoir par le biais des clauses d'insertion. • Organisation d'informations collectives et de sessions de présentation des métiers dans les quartiers, visites de chantiers, de plateaux techniques de centres de formation.
<p>Les actions réalisées mais non prévues</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place avec un prestataire spécialisé d'un accompagnement social et professionnel sur chantier des personnes recrutées dans le cadre des clauses d'insertion • Rencontre spécifique entre Demandeurs d'emplois et entreprises (Mardi du BTP) : 150 personnes dont 22 embauches
<p>Les indicateurs d'évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 72 opérations suivies de 2006 à 2008 • 218 000 heures d'insertion réalisées de 2006 à 2008 • 319 personnes en parcours de 2006 à 2008 • 137 sorties positives (CDI, CDD > 6 mois, Contrats d'alternance) de 2006 à 2008
<p>Les perspectives 2010-2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des actions du type chantier d'insertion afin de créer des passerelles vers l'accès aux clauses d'insertion • Développer des actions de sensibilisation et de formation afin de systématiser le recours aux clauses d'insertion au sein de la commande publique des villes du territoire. • Réussir à mettre en place des actions pilotes permettant à un public féminin de bénéficier des clauses d'insertion • Construire une politique de communication « grand public » systématisant l'annonce des résultats obtenus et la valorisation des parcours d'insertion réussis
<p>Les indicateurs d'objectifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'objectif de recruter 100 personnes par an dans le cadre des différentes clauses d'insertion • Reconduction des indicateurs d'évaluation

AXE 2 : UNE ACTION FORTE POUR L'EMPLOI DES HABITANTS

Action n°3 : Poursuivre la démarche de mobilisation des entreprises via la Charte Entreprise-Territoire¹⁴

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion de la Charte Entreprise-Territoire à de nouveaux établissements • Renouvellement des chartes signées en 2005 et 2006 : 45 chartes renouvelées (novembre 09) • Mise en place du Club des DRH des signataires de la charte entreprise-territoire • Mobilisation de la charte Entreprise-Territoire dans le cadre des actions du type « Rallye Inter Entreprises », « Mosaïque des Talents » « Forum post-bac » en vue de mieux ancrer les entreprises du territoire dans le développement local. • Constitution d'un bilan à 4 ans (2005-2009) de la Charte Entreprise-Territoire
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'outils spécifiques à destination des signataires et plus largement des entreprises du territoire : calendrier des stages en entreprise, annuaire pour le versement local de la taxe d'apprentissage, forum de la sous-traitance au secteur adapté.
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • 28 nouvelles chartes signées entre 2007 et 2009 • 93 entreprises signataires au 1/12/09 représentant 31 250 emplois soit 23.3% du nombre total des emplois • 21 réunions entre 2006 et 2009 du Club des DRH • Résultat du bilan de la Charte Entreprise-Territoire : <ul style="list-style-type: none"> - 2100 habitants recrutés dans les entreprises signataires entre 2005 et 2009 - Part d'emploi local dans les entreprises signataires : 16.1 % en 2005 et 18.9 % en 2009
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Se donner les moyens de suivre 100 Chartes Entreprise-Territoire en renforçant le volet « Emploi » représentant à terme plus de 30 % de l'emploi et se doter d'outils de suivi pour évaluer au mieux l'évolution de la part de l'emploi local au sein des entreprises • Poursuivre la diffusion de la démarche et des bonnes pratiques auprès des acteurs économiques sur tous les champs (Emploi, formation, Très Petites Entreprises (TPE), école-entreprise)
Les indicateurs d'objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de chartes renouvelées • Nombre de nouvelles chartes signées • Evolution du pourcentage de salariés résidents le territoire • Nombre d'embauches annuelles d'habitants

¹⁴ Le titre initial dans le PCAE : Poursuivre la démarche de mobilisation des entreprises via la Charte Entreprise-Territoire, tout en favorisant la mise en place d'une GPEC territorialisée

AXE 2 : UNE ACTION FORTE POUR L'EMPLOI DES HABITANTS

Action n°4 : Un service communautaire RMI/RSA pour la formation, l'emploi et l'insertion sociale

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Signature d'une convention d'objectifs de résultats avec le Conseil Général 93, sur la base d'objectifs partagés avec la mise en place d'un plan d'actions communautaire • Mutualisation des actions par un développement d'échanges de bonnes pratiques, notamment par des rencontres sur site avec présentation de l'activité des équipes. • Informatisation complète du suivi et des parcours de 5 500 bénéficiaires du RMI/RSA • Reconfiguration de l'offre de prestations proposées aux bénéficiaires du RMI/RSA sur notre territoire • Intégration progressive des services RMI/RSA dans les espaces MDE permettant au public de bénéficier des prestations Cyber-base et d'espaces plus fonctionnels • Renforcement significatif des moyens humains et matériels affectés à ce service
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Atteinte des objectifs de résultats annuels de la nouvelle convention : <ul style="list-style-type: none"> - En 2008 : 2000 contrats d'insertion validés chaque mois, 2962 orientations socioprofessionnelles, 330 sorties du dispositif - En 2009 : 3000 contrats d'insertion validés par mois, 3400 orientations, 610 sorties du dispositif • Accroissement du nombre de personnes accompagnées • Echanges de pratiques : créations de réunions inter-projet de ville et travaux sur des projets mutualisés (ex : Cercle de Recherche d'Emploi Active) • Reconfiguration de l'offre de prestations : calendrier partagé des ateliers ouverts aux allocataires dans les Espaces MDE • Intégration des espaces MDE : 7 espaces sur 8 sont créés, intégrant les équipes RMI/RSA. • Tendance à la stabilisation du nombre d'allocataires sur Plaine Commune en 2008 et 2009, alors qu'il n'avait cessé de croître les années précédentes.
Remarque : les difficultés et marges de manœuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Un contexte d'emploi difficile depuis 2008 et une nette contraction des offres d'emploi, qu'elles soient durables (CDI) ou précaires (CDD, intérim) • Une offre de formation territorialisée à améliorer
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Participer à la mise en œuvre locale du RSA dans une logique de coopération avec les acteurs (Conseil Général, Pôle Emploi, Région, associations) : concourir à la mise en place des Equipes Pluridisciplinaires prévues par la loi. • Participer à la reconfiguration qualitative et quantitative de l'offre de formations avec les principaux partenaires (Conseil Général, Région) • Améliorer les conditions d'accès du public féminin à la formation et à l'emploi, en mettant en place un dispositif de modes de gardes d'enfants additionnels • Accompagner la mise en place du RSA jeunes

AXE 2 : UNE ACTION FORTE POUR L'EMPLOI DES HABITANTS

Action n°5 : Optimiser les opportunités d'emploi des habitants dans les entreprises locales en partenariat avec les 4 missions locales du territoire, le PLIE et le pôle emploi

<p>Les actions réalisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les Rencontres pour l'emploi : 7 éditions réalisées depuis 2006. Ce forum a pour objectif de mettre en relation sur une journée toute personne à la recherche d'un emploi et des entreprises du territoire qui recrutent.
<p>Les actions réalisées mais non prévues</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les Rencontres Jeunes Diplômés : 6 éditions depuis 2006. Ces initiatives ont pour objectif de faire se rencontrer des jeunes diplômés et des recruteurs dans le cadre d'entretiens de recrutement d'une vingtaine de minutes sur des postes identifiés et un public présélectionné. • Le Rendez-vous égalité compétence de la SNCF : 19 novembre 2007 à Saint-Denis Il s'agit d'un forum de pré-recrutement pour des jeunes et adultes résidant, en priorité, en zones urbaines sensibles. Ce Rendez-vous vise à promouvoir la diversité dans les recrutements de la SNCF et se veut « un dispositif pour faire de la SNCF une entreprise à l'image de sa clientèle ». • Job & Cité : 12 novembre 2008 à Saint-Denis Ce forum de recrutement vise à favoriser le rapprochement du monde économique (à travers un réseau d'entreprises qui recrutent) et les candidats à l'emploi issus des Zones Urbaines Sensibles. • Opérations accès aux métiers de la RATP : Des informations collectives sont organisées avec la RATP pour les prescripteurs des structures emplois et les publics sur différents métiers en tension (commerce, exploitation et maintenance, etc.). Opération Villebus sur le territoire de Plaine Commune : présence du car de recrutement RATP dans 3 villes du territoire : La Courneuve (22/09), Aubervilliers (23/10), Pierrefitte-sur-Seine (24/10). • Recrutement SNCF Régulateurs de flux : le 18 août 2009 Il s'agit de l'organisation d'une information collective avec la SNCF et d'un accompagnement des publics par la Maison de l'emploi et ses partenaires, en vue d'une opération de recrutement en CAE sur des postes de régulateurs de flux. • Les passerelles entreprises : Des dizaines d'actions du type passerelles entreprises (Initiatives Territoriales ou formations tremplins) ont été développées avec la Maison de l'emploi de Plaine Commune, le PLIE ou les Missions Locales. • Les Préparations aux recrutements des EHPAD¹⁵ ouvrant sur le territoire de Plaine Commune : La Courneuve et Pierrefitte-sur-Seine en 2008, Aubervilliers en 2009 Il s'agit de préparer le public aux recrutements qui sont prévus pour les EHPAD sur le territoire et de répondre à l'objectif de voir ces initiatives publiques devenir des opportunités d'emploi pour la population du territoire. • Développement d'initiatives de préparation des publics depuis 2009
<p>Les indicateurs d'évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les Rencontres pour l'emploi : Chaque année, les Rencontres pour l'emploi rassemblent au total : <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 3 500 visiteurs - Une centaine d'entreprises - Une quinzaine d'organismes de formation <ul style="list-style-type: none"> ○ Plus de 300 embauches prévisionnelles et environ 200 entrées en formation favorisées par an. • Les Rencontres Jeunes Diplômés : Chaque année, les Rencontres Jeunes Diplômés rassemblent au total : <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 100 jeunes - Une vingtaine d'entreprises <ul style="list-style-type: none"> ○ Plus de 120 entretiens ont lieu et en moyenne 20 candidats présélectionnés par les recruteurs à l'issue des entretiens. • Le Rendez-vous égalité compétence de la SNCF : Pour cette initiative : <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 400 candidats mobilisés <ul style="list-style-type: none"> ○ 23 recrutements réalisés

¹⁵ Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

	<ul style="list-style-type: none"> • Job & Cité : Pour cette initiative : <ul style="list-style-type: none"> - 985 candidats mobilisés - Une vingtaine de recruteurs présents <ul style="list-style-type: none"> ○ Plus de 1 300 entretiens de recrutement organisés sur la journée • Présentation des métiers de la RATP : Les différentes informations collectives ont rassemblé au total : <ul style="list-style-type: none"> - Près de 150 demandeurs d'emploi Sur les métiers d'exploitation et de maintenance : <ul style="list-style-type: none"> - 34 personnes mobilisées à l'information collective - 17 personnes appuyées dans l'élaboration de leur dossier de candidature et préparées aux tests psychotechniques. Sur l'opération Villebus de la RATP : <ul style="list-style-type: none"> - Près de 400 dossiers de candidatures ont été récupérés par la RATP <ul style="list-style-type: none"> ○ Environ 150 recrutements sont réalisés par an par la RATP sur le territoire de Plaine Commune (187 personnes précisément recrutées en 2008). • Recrutement SNCF Régulateurs de flux : Pour cette initiative : <ul style="list-style-type: none"> - 23 personnes présentes à l'information collective - 11 candidats présélectionnés et préparés par les structures emploi <ul style="list-style-type: none"> ○ 8 recrutements en CAE¹⁶ par la SNCF • La formation tremplin LA POSTE : En partenariat et sur financement AFPA, mise en place d'une formation de 10 semaines (juillet à septembre 2009) en vue d'intégrer un contrat de professionnalisation des services financiers avec LA POSTE : <ul style="list-style-type: none"> - 15 stagiaires formés - 10 jeunes acceptés en contrat de professionnalisation avec LA POSTE • Les Préparations aux recrutements des EHPAD ouvrant sur le territoire de Plaine Commune Sur chaque recrutement d'EHPAD : <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 150 candidats mobilisés - Environ 80 personnes présélectionnées suite aux informations collectives et aux ateliers de préparation. <ul style="list-style-type: none"> ○ Une vingtaine de personnes recrutées.
<p>Les perspectives 2010-2014</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pérenniser ces initiatives dans un contexte économique défavorable • Donner plus de lisibilité aux actions engagées avec un programme mensuel des initiatives et en les décentralisant dans les différents espaces. • Décliner les actions au plus proche des quartiers : les Rencontres avec les recruteurs et les ateliers de préparation des publics. • Organiser un appui renforcé des publics (préparation, coaching) dans le cadre d'actions de recrutements spécifiques. • Construire une politique de communication « grand public » annonçant chaque mois les initiatives pour leur donner plus de lisibilité et systématisant la valorisation des parcours d'insertion réussis • Améliorer les conditions d'accès du public féminin à l'emploi en mettant en place un dispositif de modes de gardes d'enfants additionnels • Développer un plan d'actions en direction des seniors
<p>Les indicateurs d'objectifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de participants aux actions. • Nombre de personnes accompagnées dans le cadre des initiatives emplois (préparation aux entretiens de recrutement, définition des projets professionnels, rédaction des CV et LM...) • Nombre de mises en relations demandeurs d'emploi – recruteurs • Nombre de retours à l'emploi (ou à la formation) favorisés dans le cadre de ces initiatives.

AXE 2 : UNE ACTION FORTE POUR L'EMPLOI DES HABITANTS

Action n°6 : Observer pour comprendre l'évolution du territoire et être en mesure d'adapter nos réponses « emploi »

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution d'une cellule « Observation » des problématiques d'Insertion, d'Emploi, et de Formation • Suivi des indicateurs socio-économiques (Demande d'Emploi, offre d'Emploi, RMI, emploi privé et Etablissement privé). • Réalisation d'un diagnostic-action sur les allocataires RMI et Jeunes Mission Locale diplômés pour dresser une typologie du public et comprendre leurs freins, attentes en matière d'emploi et de formation. Un plan d'actions est en cours d'élaboration. • Mise en place d'une démarche d'autoévaluation en 2008 et 2009 sur trois espaces MDE (L'île-Saint-Denis, Epinay-sur-Seine, Saint-Denis). L'objectif est de faire un premier bilan et de préconiser des pistes d'amélioration sur l'offre de services proposée aux usagers à la recherche d'un emploi et/ou d'une formation. • Expérimentation d'un « Projet Territoires et compétences », porté par le GRETA et la Maison de l'emploi de Plaine Commune, permettant aux entreprises de mieux construire et gérer les compétences (en cours de réalisation) • Déployer le projet « 2 emplois pour 1 temps plein durable », destiné aux travailleurs « précaires » du territoire : proposer un second emploi dans le secteur du service de proximité, aux détenteurs de contrats à temps partiels (apprentissage d'une double compétence pour permettre d'élargir les perspectives d'emploi et d'être plus adapté aux fluctuations d'activités du marché). (en cours de réalisation)
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic-action : Etat des lieux des évolutions des métiers et de l'organisation du travail en cours, au sein de la filière éco-industrie, pour définir les besoins en compétences et donc en formation et en emploi sous l'égide du réseau éco-industrie de Plaine Commune (Cf Axe 1, action n°7)
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Satisfaction des publics accueillis au sein des 3 espaces Mde autoévalués et adaptation de l'offre de services aux conclusions des bilans • Dans le cadre du projet « 2 emplois pour 1 temps plein durable », formation d'au moins 15 habitants du territoire de Plaine Commune • Projet Territoires et compétences : l'expérimentation s'applique à une quinzaine de postes de salariés en départ à la retraite
Les actions non réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un réseau avec les fournisseurs de données statistiques (CAF, CG, DDTEFP, Pôle emploi, ML...) afin d'optimiser la diffusion d'informations.
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un plan de travail annuel des études engagées pour renforcer la lisibilité • Poursuivre la démarche d'autoévaluation annuellement sur d'autres espaces MDE en conservant la problématique de l'adéquation de l'offre de services avec la demande des usagers. • Elaboration d'une étude filière sur la Distribution prévue en 2010, permettant d'anticiper les nouvelles formes de distribution, les évolutions des Métiers et des emplois, et ainsi de définir une nouvelle offre de formation adaptée. • Réalisation d'une étude sectorielle par an au regard des filières prioritaires dans le SRDE¹⁷
Les indicateurs d'objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque initiative fera l'objet d'un diagnostic significatif en matière d'emploi

¹⁷ Schéma Régional de Développement Economique

AXE 3 : MOBILISER LE POTENTIEL DE FORMATION INITIALE, CONTINUE ET UNIVERSITAIRE POUR QUALIFIER LE TERRITOIRE

Action n°1 : Mobiliser les acteurs de l'Education Nationale pour favoriser une formation de qualité pour les populations locales

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Signature d'une convention entre Plaine Commune et l'Inspection Académique pour développer les relations entre les entreprises locales et les établissements scolaires tout en valorisant les formations et les métiers via le Rallye Inter-Entreprises, Mosaïque des Talents • Création en 2007, d'un calendrier des stages obligatoires en entreprises pour les formations de niveaux CAP-BEP à la licence professionnelle dans les établissements de Plaine Commune et Saint-Ouen. • En partenariat avec Plaine Commune Promotion, organisation des « Rallye Inter-Entreprises » visant à aménager des mini-rencontres entre des petits groupes de collégiens et des professionnels d'entreprises sur le thème des métiers. • Organisation « Mosaïque des Talents », délivrer un prix à un groupes d'élèves qui valorisent sa filière professionnelle de l'enseignement secondaire via la présentation d'un projet élargi en 2010 aux BTS et DUT. <p>Dans le cadre des formations post-bac :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement des relations entre le Rectorat et Plaine Commune pour le suivi des formations dans les lycées en lien avec les établissements d'enseignement supérieur pour favoriser l'accession des jeunes du territoire à l'enseignement supérieur. • Organisation du forum de la formation post-bac : <ul style="list-style-type: none"> - Journée d'information à destination des lycéens de l'intercommunalité sur l'offre post-bac proposée sur le territoire - Journée Entreprises où les responsables DRH rencontrent les responsables de formation.
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Rallye Inter-Entreprises : 240 rencontres organisées en 2009 • Mosaïque des Talents : 9 lycées sur 11 ont participé en 2008 et 7 sur 11 en 2009. La diminution du nombre de lycées entre 2008 et 2009 est due au manque de projets à présenter par les lycées. • Suite aux échanges avec le Rectorat sur les formations post-bac, deux nouvelles formations ont été créées sur le territoire : une classe préparatoire à l'enseignement supérieur (au lycée Jacques Feyder) et la réalisation d'une licence professionnelle dans le domaine de l'audiovisuel entre Paris 8 et lycée Suger (en cours de création). • Forum post-bac : 3000 lycéens mobilisés en 2009 et 2400 lycéens en 2009
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre l'évolution de l'outil « calendrier des stages » sur les sites Internet de Plaine Commune et de Plaine Commune Promotion et élargissement aux niveaux Master 1 et 2 • Suivi des relations entre le Rectorat et Plaine Commune sur les formations post bac : A ce jour, l'opération est suspendue du fait d'une absence de mobilisation du Rectorat. • Généraliser les Rallye Inter-Entreprises à l'ensemble des 8 villes de Plaine Commune (à ce jour les rallyes ne sont pas encore organisé avec la ville de La Courneuve) et favoriser la mixité des groupes • Mobiliser l'ensemble des lycées professionnels et CFA du territoire sur la manifestation « Mosaïque des Talents » et l'étendre aux DUT et BTS. • Forum post-bac : Améliorer la gestion des flux et la préparation des lycéens et des professeurs principaux.
Les indicateurs d'objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Rallye Inter-Entreprises : Attente de retour positif de la part des collégiens et des entreprises quitte à diminuer le nombre de rencontres. • Forum post-bac : Mobiliser 1500 lycéens

AXE 3 : MOBILISER LE POTENTIEL DE FORMATION INITIALE, CONTINUE ET UNIVERSITAIRE POUR QUALIFIER LE TERRITOIRE

Action n°2 : Valorisation des formations et des compétences scientifiques des établissements d'enseignement supérieur du territoire dans le cadre de différents partenariats¹⁸

Les actions réalisées	<p><u>Dans le cadre du suivi des opérations inscrites au Contrat de Projets Etat-Région (CPER) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivi des évolutions et des attributions de crédits de la MSH¹⁹ • Suivi des opérations avec le CNAM (Synergie, Landy 1), Paris 13 (Halle Montjoie), et Paris 8 (bâtiment de recherche) <p><u>Dans le cadre de manifestations de culture scientifique et technologique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de « Savante Banlieue » : entre 2006 et 2009, confortation du partenariat engagé entre les établissements supérieurs. <p><u>Dans la cadre de la confortation du Pôle d'enseignement supérieur sur le territoire de Plaine Commune :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Démarche en vue de la constitution d'un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) et incitation de Plaine Commune pour favoriser les collaborations entre établissements d'enseignement supérieur du territoire (Paris 8, Paris 13, Supmeca, CNAM ...) non aboutis à ce jour • Existence de convention entre Plaine Commune ou les villes avec les établissements de formation
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement à l'émergence du premier pôle européen dans le domaine des sciences humaines et sociales entre Paris et Aubervilliers : CONDORCET (étude environnement urbain, mobilisation des partenaires....) • 2 à 4 Déjeuners de la technologie par an depuis 2006 : rencontres « conférences-débats » entre professionnels, chercheurs et leur public, organisées à l'initiative de Plaine Commune en partenariat avec les plates-formes technologiques et la CCIP Seine-Saint-Denis. Elles sont structurées sous forme de présentations courtes, prolongées par un déjeuner convivial qui permet des échanges entre participants. • Base de compétences scientifique et technologie locale (BCST): apport en contenu de la connaissance des compétences des laboratoires de recherche du territoire. Elle est mise en ligne sur le site Internet de Plaine Commune et reliée à la base nationale Technéo
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Déjeuner de la technologie : 250 entreprises réunies dont une vingtaine a réalisé des coopérations avec les chercheurs. • BCST : 4 compétences repérées en 2006, 117 en 2008 • Savante Banlieue : Plus de 5000 participants par an, plus de 70 conférences par an et plus de 100 enseignants chercheurs travaillant sur l'opération
Les actions non réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du CPER, Centre Scientifique et technologique de l'IUFM à Paris 13 non réalisé du fait de la réorganisation national des IUFM • Financement de la Cité du Patrimoine scientifique et technologique non retenu dans le cadre du CPER
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser les échanges et les initiatives entre les établissements de l'enseignement supérieur, les acteurs économiques et sociaux et les futurs établissements du projet Condorcet (suivi de conférences sur le territoire, diffusion de l'information, organisation de rencontres...) • Poursuite du soutien de Plaine Commune aux nouveaux projets de formation tels que les nouvelles licences professionnelles en lien avec des activités du territoire • Travailler la sensibilisation des enseignements aux événements culturels du territoire et à la formation initiale et continue.

¹⁸ Le titre initial dans le PCAE : Travailler avec les acteurs à un projet de développement ambitieux des universités et de la recherche favorisant les liens entre Paris 8, Paris 13, le CNAM, SupMeca pour le prochain contrat de projet Etat/Région sur le territoire

¹⁹ Maison des Sciences de l'Homme

AXE 3 : MOBILISER LE POTENTIEL DE FORMATION INITIALE, CONTINUE ET UNIVERSITAIRE POUR QUALIFIER LE TERRITOIRE

Action n°3 : Promouvoir le développement de l'alternance et favoriser les formations alternatives innovantes²⁰

Les actions réalisées	<p><u>Dans le cadre de l'alternance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avec un co-financement Région Ile-de-France et Etat, création d'un poste de développeur de l'apprentissage au sein de la Maison de l'emploi. • Identification des filières en tension sur notre territoire : BTP ; Hôtellerie/restauration ; Commerce ; Secrétariat ; Banque/Assurance. • Sensibilisation des publics à l'apprentissage par le biais notamment des "circuits découvertes de l'alternance" • Intervention au sein des missions locales au niveau des Parcours d'Orientation Professionnelle (POP). • Sensibilisation des acteurs du Club DRH à la Charte Entreprise-Territoire au travers d'une présentation des activités menées. • Rapprochement des différents acteurs de l'apprentissage : Entreprises, Centres de formations d'apprentis et Missions locales autour d'un petit-déjeuner " l'apprentissage : un choix d'avenir" <p><u>Dans le cadre des formations alternatives innovantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) • Soutien à l'espace dynamique d'insertion de l'Association Nord-Ouest
Les actions réalisées mais non prévues	<p><u>Dans le cadre de l'alternance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification d'un référent par mission locale et constitution d'un groupe de travail
Les indicateurs d'évaluation	<p><u>Dans le cadre de l'alternance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • En mai/juin 2009 : 30 jeunes ont participé aux circuits découvertes <p><u>Dans le cadre des formations alternatives innovantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • E2C : 70% des 350 jeunes accueillis sont originaires du territoire • E2C : 80% environ des jeunes sortis du dispositif E2C trouvent un emploi ou entrent en formation" • Association Nord-Ouest : Plus de 80 jeunes issus du territoire ont bénéficié d'un suivi individualisé dans leur parcours d'insertion
Les perspectives 2010-2014	<p><u>Dans le cadre de l'alternance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser le développement des formations en alternance au sein des établissements du territoire • Développer les partenariats Missions locales / CFA à travers la mise en place de passerelles • Mener des actions de sensibilisation à l'apprentissage au sein des collèges et lycées • Promouvoir l'apprentissage auprès des entreprises en s'appuyant notamment sur la charte Entreprise/Territoire
Les indicateurs d'objectifs	<p><u>Dans le cadre de l'alternance :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • En cours de réalisation

²⁰ Le titre initial : Etre acteur d'une politique de promotion de l'alternance

AXE 3 : MOBILISER LE POTENTIEL DE FORMATION INITIALE, CONTINUE ET UNIVERSITAIRE POUR QUALIFIER LE TERRITOIRE

Action n°4 : Mise en place d'un plan d'actions pour l'apprentissage de la langue française²¹

Les actions réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une mission d'observation de l'offre et de la demande en formation linguistique • Animation de réseau (prescripteurs, Le Pôle et les organismes de formation) et mise en place d'une dynamique partenariale pour faciliter l'accès aux dispositifs • Création d'un plan de communication sur l'apprentissage du français à destination des publics et des professionnels • Etude de faisabilité d'un extranet de suivi des parcours en formation linguistique et création de l'outil. Sa mise en œuvre opérationnelle prévue pour fin 2009 début 2010, • En partenariat et avec un financement Plaine Commune, le PLIE, Formation de jeunes non communicants (ne pouvant accéder aux formations du droit commun), depuis 2007, couronnée par l'obtention du Diplôme Initial de Langue Française (DILF) faisant l'objet d'une cérémonie de remise du diplôme.
Les actions réalisées mais non prévues	<ul style="list-style-type: none"> • Action de formation linguistique pour les femmes combinée avec la recherche d'emploi dans le cadre de l'appel à projet région "lutte contre les discriminations" • Animation d'un groupe de travail sur la question des ateliers de socialisation linguistique (ASL),
Les indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Le Pôle : 4000 personnes reçues par an, 3000 demandes de formation linguistique (satisfaites) et 1000 (non satisfaites), • Augmentation du nombre de bénéficiaires de la formation linguistique de 2500 personnes à 3000 en 2008 • Réalisation d'un guide de formation linguistique destiné aux professionnels, actualisé chaque année (2000 exemplaires) et d'un flyer d'information pour le public (1000 exemplaires) • 75 jeunes non communicants du territoire de Plaine Commune ont bénéficié d'une formation linguistique à visée professionnelle depuis 2007
Remarque : les difficultés et marges de manœuvre	<ul style="list-style-type: none"> • L'offre de formation linguistique n'est pas suffisante et ne couvre qu'une partie des besoins exprimés et identifiés par les prescripteurs soit 1 000 demandes de formation non satisfaites • La croissance du nombre de bénéficiaires de la formation linguistique est due au travail de réseau et la sensibilisation des partenaires financiers (CG93, Région IDF, ACSé²²) et à la mobilisation financière de Plaine Commune via la MDE et le Plie • Il existe des difficultés à mobiliser les partenaires financiers sur la formation linguistique des jeunes non communicants en français
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Réactualisation du guide de formation linguistique en prenant en compte l'évolution des dispositifs • Création d'un site Internet et/ou blog sur la formation linguistique qui permettrait aux professionnels et aux publics de s'informer et d'échanger sur le sujet • Travailler avec les partenaires notamment la région, l'OFII et l'Education Nationale sur la prise en compte des jeunes non communicants dans leurs dispositifs de formation

²¹ Le titre initial dans le PCAE : Mettre en œuvre le plan stratégique pour l'apprentissage de la langue française, qui doit être un élément prioritaire du plan d'action de la MDE

²² Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances

AXE 4 : DEMARCHE DE PROXIMITE AU SERVICE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Action n°1 : Mise en place des Maisons de l'Emploi : son plan d'actions et ses outils²³

Avec l'ensemble des membres partenaires de la Maison de l'emploi, un cofinancement Etat « plan de cohésion sociale / MDE » et la Caisse des Dépôts et Consignations

<p>Les actions réalisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Création du GIP Maison de l'emploi du territoire de Plaine Commune en novembre 2006 avec l'objectif de favoriser les synergies entre les différents acteurs des politiques publiques de l'emploi et de l'insertion en faveur des habitants. • Ouverture d'espaces Maison de l'emploi dans les villes de L'Île-Saint-Denis, Saint-Denis, Aubervilliers, Epinay, Villetaneuse et Stains. Des travaux sont en cours pour l'espace de Pierrefitte-sur-Seine ainsi qu'une convention avec l'espace Arobase pour développement des prestations cyber-base. Poursuite d'études d'aménagement à la Courneuve. • Développement d'une gamme de services et de prestations au sein de chaque espaces MDE gratuitement accessibles aux habitants, structurée autour de 3 pôles (Reflets du territoire, Projet professionnel et Entreprendre) et proposant un accès libre aux cyber-bases, des ateliers de techniques de recherche d'emploi, des Cercles de Recherche d'Emploi Active, des permanences d'écrivain public et de conseils juridiques et accès à un fond documentaire spécialisé. • Réalisation d'un plan d'actions pluriannuel engageant les différents membres constitutifs de la MDE autour d'axes stratégiques pour le territoire et ses habitants et s'inscrivant dans une démarche de progrès : Axes Observation / anticipation et adaptation au territoire ; Accès et retour à l'emploi ; Développement de l'emploi et créations d'entreprises. • Ouverture au public de 6 Cyber-bases et programmation des projets d'animation • Mise en place d'une programmation d'animation communautaire dans le cadre de la mise en œuvre des Cyber-bases : Initiation à l'informatique, Découverte d'Internet, Création d'une boîte mail, CV et lettre de motivation, Service à distance de Pôle emploi • Réalisation du Bus BTP au sein des 13 ZUS de Plaine Commune, action de sensibilisation aux métiers du BTP et de rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi et de formation. • Réalisation de 2 Clubs séniors (2007 et 2008) et actions d'accompagnement renforcées dont l'objectif est de remobiliser des demandeurs d'emploi de plus de 45 ans et de favoriser leur retour à l'emploi • Apport de moyens supplémentaires de la Maison de l'emploi à l'ensemble des actions développées par la Direction de l'emploi et de l'insertion de Plaine Commune avec un ciblage particulier sur les habitants des quartiers en ZUS • Signature d'une convention entre la MdE et les acteurs impliqués dans le projet de développement du Centre Commercial Quartier du Canal à Aubervilliers avec l'objectif de privilégier le recrutement des habitants de Plaine Commune dans les phases de construction et d'exploitation du centre commercial.
<p>Les actions réalisées mais non prévues</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariat avec l'EPN²⁴ @robase à Pierrefitte-sur-Seine • Mise en place d'une carte communautaire d'accès Cyber-base
<p>Les indicateurs d'évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 6 espaces labellisés par la CDC depuis 2006 • Moyenne de 1640 passages mensuels au sein des espaces MDE ouverts • 2131 personnes inscrites au sein des 6 Cyber-bases de la MDE • Bus BTP : 691 personnes informées et sensibilisées ; 241 rendez-vous honorés avec un référent emploi ; 20 personnes en pré-qualifiant et contrat de professionnalisation ; 5 en contrat d'apprentissage ; 12 en CAP et BEP ; 3 CDI ; 2 CDD ; 10 en mission d'intérim ; 3 personnes positionnées sur des clauses ANRU²⁵ ; 10 personnes en Pôle orientation professionnelle • Clubs séniors : 53 demandeurs d'emplois intégrés à l'action, 14 retours à l'emploi (3 CDI et 11

²³ Le titre initial : Mettre en œuvre la MDE du territoire de Plaine Commune, son plan d'action et ses 8 antennes territorialisés, en développant nos capacités d'intervention sur le territoire, en favorisant le dialogue avec les usagers et en agissant pour lever les freins à l'emploi et les discriminations

²⁴ Espace Public Numérique

²⁵ Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

	<p>CDD)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 27 personnes en parcours d'insertion à juillet 09 (hors ANRU) dont 12 en contrat de professionnalisation dans le cadre de la construction du centre commercial d'Aubervilliers
Les actions non réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture d'un espace et d'une cyber-base à la Courneuve du fait du retard du départ du Pôle Emploi
Les perspectives 2010-2014	<ul style="list-style-type: none"> • Accentuer la lisibilité des actions développées et la programmation des ateliers et prestations au sein des espaces Maison de l'emploi. Mise en place d'un programme mensuel afin de répartir les activités dans les différents espaces. • Ouverture du 8ème espace MDE à La Courneuve début 2011, travaux de réaménagement des espaces à Aubervilliers et à Saint-Denis à programmer • Exploiter les données statistiques générées par le portail pour adapter la programmation • Développer la communication autour de l'animation programmée dans les Cyber-bases • Organiser les Pass'sport pour l'emploi : action de parrainage vers l'emploi. • Favoriser le recrutement des demandeurs d'emploi du territoire autour des phases de construction et d'exploitation des grands projets de développement économiques et urbains de Plaine Commune en s'adressant à l'ensemble des publics. • Négocier avec l'Etat les moyens financiers adaptés à la pérennité de l'activité de la MDE
Indicateurs d'objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • 1 cyber-base par ville en fonctionnement • Progression du taux d'inscription à la cyber-base rapporté à la population active • Evolution du nombre de prescriptions vers des ateliers mis en place par la Cyber-base par les professionnels de l'insertion (Pôle Emploi, Projet de ville RMI...) • Evolution du nombre de demandeurs d'emploi